

**REPUBLIQUE FRANCAISE***Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**N° DLM2020-76 - Séance du 10/07/2020**

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

7.1.1. Budgets et comptes

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	29	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020 le 10 juillet à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 03 juillet 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 03 juillet 2020.

Présents : MEISSONNIER Jean-Luc, MAZOLLIER Elisabeth, MARTY Philippe, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, PAHLAWAN Carole, DUCAMP Ludovic, LUDGER Julie, CARBONELL David, GAUBERT Christiane, TEXIER Marie-France, AMALVY Marie-Thérèse, DEVESA Josiane, BAUDOUR Michel, VIDAL Bernard, DURA Virginie, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, CORDEAU Damien, VITOU Claire, CHAZOTTES François-Xavier, DALMAS Valérie, MONIN Séverine, DOLL Christophe, DURIX Olivier, TAPIE Olivier, POTAVIN Xavier, CHENOT Emilie, FAURE Martin.

Secrétaire de séance :

François-Xavier CHAZOTTES.

N° DLM2020-76- MISE EN PLACE DE LA GESTION EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

Monsieur Philippe MARTY, adjoint au maire délégué aux finances, à la commande publique et à l'administration générale propose au conseil municipal de retenir le mode de gestion en autorisation de programme (AP) et crédits de paiement (CP) pour les projets d'investissement significatifs.

La gestion en AP/CP présente les avantages suivants :

- accroître la lisibilité des décisions financières prises par le conseil municipal en matière d'investissement ;
- avoir une réelle adéquation entre la programmation technique et la mobilisation des financements ;
- afficher le coût prévisionnel d'un projet et, au terme du projet, son coût définitif ;
- donner de la visibilité sur les marges de manœuvre financières par la connaissance des montants restant à financer au titre des engagements juridiques déjà pris ;
- optimiser des ressources financières en évitant une mobilisation anticipée des emprunts.

En effet, l'autorisation de programme constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées juridiquement pour le financement d'un projet, d'une opération, d'un programme bien défini. Elle demeure valable dans la limite de la durée adoptée par le Conseil, avec la possibilité d'être révisée chaque année, voire d'être annulée.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice annuel, pour la couverture des engagements contractés, dans le cadre de l'autorisation de programme.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Chaque année, un cadrage des engagements pluriannuels et des crédits prévisionnels sera effectué en fonction de l'avancement de ces autorisations de programme. Ce moment sera l'occasion de procéder à une nouvelle ventilation des crédits de paiement quand cela s'avérera nécessaire.

Les dispositions réglementaires précisent que les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le maire ou son délégataire et sont votées par le conseil municipal.

La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense et la durée de l'opération concernée.

Toutes les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération.

Le suivi des AP/CP est également retracé dans une annexe à chaque étape budgétaire (budget primitif, décisions modificatives, compte administratif).

Afin de faciliter la transition vers la gestion en AP, les opérations d'investissement déjà lancées et dont le solde de mandatement devrait intervenir en 2020 ne feront pas l'objet d'une transposition en AP.

Certains projets d'investissements proposés au budget primitif 2020 seront gérés en AP/CP.

Dans le cadre de la réalisation d'un skate-park au lieu-dit L'Orée des Mas, il est proposé au conseil municipal d'ouvrir pour 2020 une autorisation de programme et crédits de paiement pour cette opération d'un montant de : 1 983 448€ TTC.

Les dépenses seront financées par le FCTVA, les subventions et l'autofinancement sur 2 ans.

Il est proposé de répartir les crédits de paiement de cette autorisation de programme, de la façon suivante :

AP _ REALISATION D'UN SKATE-PARK		CP 1	CP 2
		Année 2020	Année 2021
Etudes - Maîtrise d'œuvre	75 600,00 €	50 000,00 €	25 600,00 €
Frais d'insertion	864,00 €	864,00 €	
Travaux	1 906 984,00 €	350 000,00 €	1 556 984,00 €
Totaux	1 983 448,00 €	400 864,00 €	1 582 584,00 €

Le conseil municipal est appelé à se prononcer sur :

- La création d'une autorisation de programme libellée « réalisation d'un skate-park » d'un montant total de 1 983 448€.
- La répartition des crédits de paiement de cette autorisation de programme, de la façon présentée ci-dessus.

Le conseil municipal ouï l'exposé de Monsieur Philippe MARTY et après en avoir délibéré à l'unanimité, **ACCEPTE** :

- La création d'une autorisation de programme libellée « réalisation d'un skate-park » d'un montant total de 1 983 448€.
- La répartition des crédits de paiement de cette autorisation de programme, de la façon présentée ci-dessus.

Pour extrait conforme,
 Le 15/07/2020,
 Le Maire,
 Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 21/07/2020

Reçu en préfecture le 21/07/2020

Affiché le



ID : 034-213400229-20200715-DLM2020_76-DE